



NON A LA PAUVRETE

HALTE AUX EXPULSIONS

Au 21^{ème} siècle, encore moins qu'avant, la pauvreté n'est pas acceptable. Pourtant un nombre de plus en plus important d'habitants de notre pays, de notre ville, s'enfonce dans les difficultés, la pauvreté.

En France 7 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, il y a 2 millions de travailleurs pauvres, 30% des SDF ont un emploi, plus de deux millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté, 16 000 enfants sont sans domicile fixe.

Ce n'est pas le fait du hasard, ni du manque de richesse, c'est la conséquence des choix faits par les gouvernements qui se sont succédés.

La crise qui a éclaté en fin d'année dernière a et va avoir des conséquences importantes sur la population. Explosion du chômage, refus du patronat d'augmenter les salaires, précarisation accentuée des salariés, des retraités, des sans emplois.

La population de notre pays, de notre ville, n'est pas responsable de cette situation. Elle n'a pas à en payer le prix. Il y a urgence à répondre aux besoins sociaux.

Le 15 mars les expulsions locatives seront de nouveau autorisées. Sur notre ville 150 demandes de concours à la force publique (Préfecture) ont été accordées. Ce sont 150 familles qui risquent d'être expulsées et qui sont au seuil de perdre le dernier lien qui leur permet de mener une vie normale. Sans logement, sans solution de replis, ils iront grossir le rang des SDF.

L'argent existe. 15 milliards par an de paquet fiscal pour les riches, 21 milliards pour les banques peu regardantes, 33 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales aux dépens de la Sécu, 94 milliards d'euros de profits en 2008 pour les entreprises du CAC40, 320 milliards d'emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat au profit des banques.

Il doit servir en priorité à la population, au développement d'une véritable politique industrielle dans notre pays, au relèvement des minima sociaux, des salaires, des retraites, au développement de l'emploi, à l'accès au logement et la santé pour tous.

Le monde du travail, de l'enseignement, démontre depuis de nombreux mois leur volonté de s'opposer à la politique de Sarkozy, de son gouvernement et du patronat.

Le 29 janvier 2,5 millions de personnes dans les rues pour dire ça suffit.

Le 19 mars à nouveau les syndicats appellent à une nouvelle journée d'action nationale.

A Vénissieux nous appelons la population à poursuivre la mobilisation contre la pauvreté pour démontrer que nous ne nous laisserons pas faire. Que nous exigeons l'interdiction des expulsions locatives et les moyens de vivre dignement.

Manifestation à Vénissieux
Mercredi 11 mars départ 17 heures place du marché au Minguettes.

Appel soutenu par : PCF ; PS ; LO ; MRC ; CGT ; Réseau Alerte et Solidarité.